

COMPTE RENDU CTL du 01 JUILLET 2019

PLUS DE TEMPS A PERDRE !!!

Ce jour, nous nous sommes rendus au CTL dont un point de l'ordre du jour était la présentation de la géographie revisitée (pour info).

La CGT Finances Publiques refuse, de s'inscrire dans une quelconque discussion au niveau national et local visant à mettre en œuvre ce plan.

Nous avons donc, en début de séance, lu le liminaire suivant et nous sommes partis, avant d'entendre, une fois de plus, les arguments, les mensonges, préparés par la Com de Bercy et distillé par la « desadministratrice » des Finances Publiques.

DECLARATION LIMINAIRE AU CTL du 1er JUILLET 2019

Vous avez présenté, aux Organisations Syndicales, aux Cadres et aux Agents le plan du démantèlement du réseau de la DGFIP et sa déclinaison dans notre département, approuvé par Bercy.

Ce projet, censé être remis aux oubliettes par un Président de la République, jurant devant les élus ruraux, de remettre de l'humanité, de la proximité et de laisser croire à certains un changement de méthode, a continué à être peaufiné par les « cost-killers » de Bercy.

Ce massacre organisé d'une administration régaliennne, inconnu dans l'histoire de France, a dévoilé ses cartes formatées et trompeuses, après des mois d'omerta, en un plan étudié de communication, en une stratégie de sidération, savamment orchestrée !

Le Ministre Darmanin, peu avare, pourtant, en contrevérités, vous a délégué, vous Madame la Directrice, vous les Directeurs Départementaux, vous les équipes de Direction, le soin de mentir de concert, et aux élus et aux agents et dans la presse, afin de faire accepter l'inacceptable !

Ignorant les réalités du terrain, et nos spécificités départementales, cette propagande éhontée, veut faire « gober » que notre administration aura plus de points d'accueil ouvert au public qu'actuellement.

Les implantations de trésoreries, les services des impôts ouverts au public tout au long de l'année, le projet ministériel les remplace par des accueils temporaires dans des maisons de service au public.

Le conseil aux élus serait, soit disant, amélioré, par des conseillers dédiés à répondre à leurs demandes.

Au seul nombre de 4 « experts » pour plus de 900 budgets, dans le département, le conseil sera effectivement des plus avisés, croyons-le !

Jusqu'où, votre loyauté vous poussera t'elle, à ainsi travestir la réalité de ce que sera notre réseau dans un très proche avenir ? A coller une gommette du plus sur la carte ? A calmer un élu, par une permanence à durée incertaine ? A promettre à quelques agents des aménagements qui ne dureront pas ?

Finalement, ce seront les collègues, qui seront les victimes expiatoires de vos mensonges !

Pour toute récompense de leurs efforts passés à s'adapter aux réformes fiscales incessantes, aux suppressions massives d'emplois, à leur dégradation des conditions d'exercice de leurs missions, ils recevront l'obole d'une prime de restructuration, évaporée sous les 2 ans dans les fumées de leurs véhicules sillonnant les routes, pour assurer, ce que vous nommez, Madame la Directrice, le service au public !

Pire, ils seront soumis au choix d'une mobilité forcée, d'affectations non souhaitées, de détachements d'office !! Bref d'une vie à l'opposé de leurs choix, qui, jadis, guidèrent leur pas dans la fonction publique et à la DGFIP.

Le Ministre attend des cadres, des agents, et de leurs organisations syndicales une collaboration active à la réflexion sur ce dynamitage en règle. **Eh bien, Il peut attendre longtemps !!**

Ce CTL, fait bien évidemment partie intégrante du **guide pour la phase de la concertation**, qui vous sert de livre de chevet pour faire accepter cette liquidation du réseau.

Nous ne prendrons pas la responsabilité, par respect pour les usagers, les élus, nos collègues, de nous rendre complice en y participant ou en prenant part à un quelconque groupe de travail sur ce sujet !

La CGT Finances Publiques refuse, en effet, de s'inscrire dans une quelconque discussion au niveau national et local visant à mettre en œuvre ce plan.

Nous quittons cette salle avec la plus grande détermination à nous battre, pour la défense des agents, des usagers, du service public de proximité, et pour **faire retirer le plan DARMANIN.**